

COMPTE RENDU : “NOUVELLE GUERRE FROIDE, GUERRE COMMERCIALE : QUEL AVENIR POUR L’EUROPE ?”



Organisé en partenariat entre le think-tank Confrontations Europe, François Kalfon, député européen et le Groupe des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D), le colloque « Nouvelle guerre froide, guerre commerciale : quel avenir pour l’Europe ? » ayant eu lieu le 27 mai 2025 au Sénat, a réuni experts, décideurs publics et représentants du monde économique autour de trois tables rondes consacrées aux grands défis contemporains de l’Union européenne.

Les échanges ont porté sur la recherche d’un équilibre entre transition écologique, à travers le Pacte vert européen, et maintien de la compétitivité industrielle dans un contexte économique mondial instable. Ils ont également permis d’analyser les tensions géoéconomiques actuelles et d’explorer les voies possibles vers une autonomie stratégique, industrielle et commerciale renforcée de l’UE. Enfin, les discussions ont abordé les nouveaux enjeux de défense, la lutte contre les ingérences étrangères, ainsi que l’importance d’investir dans la recherche au service de la sécurité européenne.

Propos introductifs

- **Michel Derdevet, Président de Confrontations Europe**

Le colloque a été ouvert par Michel Derdevet, Président de Confrontations Europe, qui a rappelé le sens de cette initiative conjointe : proposer un temps d'échange et de réflexion sur l'avenir de l'Europe face aux défis actuels. Citant Jacques Delors « *C'est en partageant nos souverainetés nationales que nous pouvons mieux protéger nos intérêts communs* », Michel Derdevet a souligné que l'Europe traverse aujourd'hui un moment critique, marqué par une accumulation de crises systémiques et interdépendantes : la guerre en Ukraine, les tensions persistantes au Proche-Orient, ainsi qu'un basculement des rapports de force mondiaux, illustré par les conséquences de la nouvelle présidence de Donald Trump. À cela s'ajoute une dépendance énergétique toujours élevée et une fragmentation industrielle préoccupante : aucune entreprise européenne ne figure aujourd'hui parmi les dix premières mondiales du secteur.

Ces constats ont conduit à structurer le colloque autour de trois grands enjeux. D'abord, la décarbonation, avec l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 inscrit dans le Pacte vert, qui suppose un effort massif d'investissement et une articulation fine entre transition écologique, compétitivité industrielle et acceptabilité sociale. Ensuite, les tensions commerciales, marquées par un retour brutal du protectionnisme - comme en témoignent les menaces de droits de douane de 50 % des États-Unis - et la nécessité pour l'Europe de protéger ses intérêts sans renier ses alliances. Enfin, la fragmentation des industries de défense, qui limite notre capacité stratégique, dans un contexte de désengagement américain. Michel Derdevet a également cité Mario Draghi : « *L'Europe est aujourd'hui la région du monde la plus exposée aux bouleversements géopolitiques. Si elle ne se transforme pas, elle sera transformée par les autres* ». Il a conclu en appelant à identifier les leviers d'action pour que l'Europe, en conjuguant solidarité, innovation et vision à long terme, redevienne un acteur central dans l'équilibre mondial, avant de passer la parole au grand témoin de la session, l'ancien Commissaire européen Nicolas Schmit.

- **Nicolas Schmit, ancien Commissaire européen à l'Emploi et aux Droits sociaux**

Nicolas Schmit a ouvert son intervention en insistant sur l'importance de réfléchir collectivement aux solutions permettant à l'Europe et à ses citoyens de sortir des crises actuelles avec le moins de dommages possibles.

Il a dressé un constat lucide et préoccupé de la situation mondiale et européenne. Depuis une quinzaine d'années, l'Europe subit une mondialisation largement dérégulée, marquée par des politiques libérales et illibérales qui ont sapé les fondements économiques et sociaux de nombreux pays. Selon lui, nous sommes loin de l'idée « idyllique » de la fin de l'Histoire ; c'est plutôt le « retour du tragique » dans l'Histoire, comme l'évoquait Raymond Aron.

La crise financière de 2008 a frôlé une catastrophe comparable à celle de 1929, laissant l'Europe profondément fragilisée. La crise du Covid a démontré les limites du marché comme seule réponse aux défis collectifs, en mettant en lumière l'importance vitale des investissements dans les services publics et les politiques sociales. La guerre en Ukraine a balayé l'illusion d'une paix garantie sur le continent, soulignant que, ni la paix, ni la sécurité ne sont acquises. Les « dividendes de la paix » engrangés ces dernières décennies s'avèrent largement illusoire.

Il a également alerté sur l'impact du « choc Trump », qui dépasse les frontières américaines en sapant l'ordre multilatéral. Vladimir Poutine, a-t-il affirmé, cherche à détruire l'ordre international post-Seconde Guerre mondiale, avec la complicité indirecte du président américain. Face à ces bouleversements, l'Europe est confrontée à une question quasi existentielle : saura-t-elle préserver son modèle démocratique et social, tout en se réaffirmant comme puissance ?

Nicolas Schmit a rappelé les enjeux économiques à la lumière du rapport Draghi sur la compétitivité, qui insiste sur le retard européen dans les domaines stratégiques comme l'intelligence artificielle. Un réveil semble en cours, mais des freins subsistent, notamment liés à une perception de surréglementation. Il a toutefois tenu à souligner que la précédente Commission n'a pas empêché l'émergence de l'innovation, malgré les critiques sur l'excès de normes.

Il a regretté que l'Europe ait trop longtemps méprisé le concept de politique industrielle, alors même que les États-Unis ne fonctionnent qu'avec cela. Le marché intérieur, centré sur le consommateur, a oublié qu'il s'insérait dans une économie mondiale féroce et compétitive. D'où la nécessité de repenser nos approches et de réduire les dépendances critiques.

Concernant le Green Deal, Nicolas Schmit a rappelé qu'il s'agit du projet phare de la précédente Commission et que sa mise en œuvre doit se poursuivre. Gagner en souveraineté signifie aussi se libérer des énergies fossiles et donc investir massivement dans les énergies renouvelables et la décarbonation. Il a néanmoins mis en garde contre une approche trop descendante : une transition réussie ne se fera qu'avec l'engagement de toutes les parties prenantes, y compris les entreprises et les syndicats.

La politique sociale européenne, longtemps reléguée au second plan, est essentielle. Il a estimé que la crise de l'Union est également une crise sociale. Il ne faut pas faire de la compétitivité l'unique boussole. Des avancées notables ont été réalisées, comme la directive sur le salaire minimum, le droit à la formation tout au long de la vie ou encore, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Mais sans un projet européen porteur de justice sociale, l'UE risque de perdre sa légitimité démocratique. Dans un monde dominé par les logiques de puissance, l'Europe doit devenir une puissance économique, technologique, militaire, mais aussi sociale.

Il a plaidé pour une véritable souveraineté européenne, adossée à des actes, des ressources et une politique commune claire. Le principe de subsidiarité doit être utilisé à bon escient. Si l'Europe repose sur un marché concurrentiel, il est désormais indispensable d'y injecter une nouvelle logique de puissance.

En matière commerciale, il ne faut plus se reposer uniquement sur le commerce extérieur, mais activer nos propres moteurs de croissance, en achevant enfin l'union du marché intérieur. Les relations commerciales doivent être redéfinies selon des critères sociaux et environnementaux, y compris l'application effective des clauses miroir. Il a insisté sur la nécessité de nouveaux partenariats stratégiques avec le Sud, notamment l'Afrique, partenaire naturel de l'Europe.

Il a dénoncé l'achat massif d'armements aux États-Unis, qu'il a jugé économiquement irrationnel. Il a rappelé que les traités européens contiennent une clause de défense collective plus robuste que celle de l'OTAN.

Enfin, il a plaidé pour une adaptation de la gouvernance européenne, en contournant les blocages liés à l'unanimité, qui freinent l'intégration. «Ceux qui ne veulent pas avancer ne doivent pas empêcher les autres de le faire.» L'Europe doit se donner les moyens de son ambition.

Table ronde 1 : La décarbonation, opportunité ou menace pour la compétitivité européenne ?

La première table ronde a réuni :

- **Pascal Canfin**, *Député européen (Renew) et membre de la commission ENVI* ;
- **Marylise Léon**, *Secrétaire générale de la CFDT* ;
- **Claire Waysand**, *Directrice générale adjointe et Secrétaire générale du Groupe Engie* ;
- **Jean-Dominique Sénard**, *Président de Renault* ;
- **Laurent Geslin**, *Rédacteur en chef du bureau parisien d'Euractiv (modérateur)*.

Introduction

Laurent Geslin a ouvert la discussion en posant une question centrale : est-il possible de concilier relance industrielle européenne et objectif de neutralité carbone d'ici 2050 ? Ce questionnement a servi de fil rouge à la table ronde, qui a confronté des visions politiques, syndicales et industrielles autour des grands défis posés par la transition énergétique, dans un contexte de compétition mondiale accrue.

Deux batailles en cours : idéologique et opérationnelle

Pascal Canfin a introduit son propos en identifiant deux niveaux de bataille simultanés autour de la décarbonation :

- Une bataille idéologique : il a dénoncé une offensive de l'extrême droite visant à détricoter les fondements mêmes du Green Deal européen. Selon lui, certaines forces politiques remettent en question les normes environnementales sous prétexte de compétitivité, sans reconnaître les enjeux climatiques globaux.
- Une bataille pratique : la mise en œuvre du Pacte vert est entrée dans une phase de déploiement opérationnel (ex. : réglementation sur l'automobile), ce qui a généré des tensions nouvelles, des adaptations nécessaires, et des questions sur les outils à mobiliser.

Il a particulièrement insisté sur l'importance de corriger certains mécanismes sans renier la stratégie globale. Il a pris l'exemple du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières : bien que pionnier, son seuil actuel est, selon lui, peut-être trop bas et mériterait une révision.

Il a ensuite défendu la transition énergétique comme une stratégie économique autant qu'écologique. Pour lui, chaque année, l'Europe consacre 450 milliards d'euros à l'importation de pétrole et de gaz, contre 150 milliards pour les États-Unis. Ce déficit énergétique constitue une saignée économique et un facteur de dépendance à des régimes parfois hostiles.

« Gagner la bataille idéologique est une condition préalable pour réussir la bataille industrielle. »

Une opportunité économique, mais non sans complexité

Claire Waysand a d'emblée affirmé que la transition énergétique était une opportunité historique pour l'Europe, mais ne devait pas être perçue comme facile. Deux éléments majeurs ont structuré son intervention :

- Elle a rappelé que pendant des décennies, la France a considéré l'adage suivant : « on n'a pas de pétrole, mais on a des idées ». Or, aujourd'hui, les coûts des projets renouvelables sont désormais comparables des deux côtés de l'Atlantique, malgré une différence d'échelle (les projets américains sont dix fois plus grands en moyenne). Les barrières douanières et les coûts de construction restent en revanche plus défavorables à l'Europe.
- Elle a par ailleurs souligné l'importance croissante des PPA (Power Purchase Agreements) dans le secteur énergétique, qui permettent à des industriels de sécuriser leurs coûts énergétiques à long terme. Il s'agit, selon elle, d'un levier fondamental pour la planification industrielle. Elle a néanmoins pris le temps d'alerter sur le coût massif de la transition pour les entreprises correspondant à l'adaptation des chaînes de production et l'investissement dans de nouvelles technologies. Tout cela exige un accompagnement politique clair, notamment pour éviter de creuser les inégalités sociales.

Enfin, elle a conclu sur la nécessité de mettre en place un accompagnement équitable, pour les ménages comme pour les industries, afin de garantir un passage soutenable vers un modèle bas-carbone.

La décarbonation : objectif compatible avec la compétitivité, à certaines conditions

Jean-Dominique Senard a exprimé sa conviction que la transition écologique est parfaitement conciliable avec la compétitivité, à condition d'éviter certains écueils.

Il a tout d'abord souligné l'enjeu de souveraineté industrielle : relancer l'industrie en Europe est non seulement une nécessité économique, mais aussi une affirmation de la liberté collective et de la maîtrise de notre destin.

Il est revenu sur l'histoire récente de la désindustrialisation française, qu'il a qualifié de « moment étrange désormais dépassé ». Aujourd'hui, a-t-il affirmé, il y a un retour de la volonté politique et publique pour réindustrialiser.

Jean-Dominique Senard a identifié trois conditions pour réussir la transition :

- Adapter les méthodes de mesure des émissions : mesurer uniquement du réservoir à la roue est obsolète. Il faut adopter une vision cycle de vie complète.
- Limiter l'inflation réglementaire : Renault est confrontée à une explosion du nombre de normes à respecter, ce qui complexifie l'innovation et la compétitivité.
- Ne pas reproduire les erreurs fiscales : le coût d'un véhicule électrique reste largement lié aux politiques fiscales. Si les taxes sur les carburants fossiles sont reportées sur l'électricité, on casse l'avantage économique du véhicule électrique.

Enfin, il a abordé la concurrence chinoise : Le Président du groupe Renault a insisté sur l'exigence d'un cadre réglementaire équitable vis à vis des avancées technologiques chinoises.

« À conditions égales, les entreprises européennes peuvent affronter la concurrence. »

Justice sociale comme condition de la transition

Marylise Léon a d'entrée de jeu pris le contrepied en affirmant que la transition écologique n'est pas une option ni une opportunité, mais une nécessité. Elle a rappelé que ce défi concernait l'humanité entière et qu'il ne pourra être relevé sans intégrer les questions sociales.

Elle a insisté sur plusieurs points :

- L'accompagnement des travailleurs est trop souvent oublié. L'Europe a longtemps fonctionné avec le fantasme d'une France sans usines. Elle a alerté sur le risque symétrique d'une usine sans travailleurs.
- Elle a plaidé pour une conditionnalité forte des aides publiques, un principe souvent défendu par les syndicats. Les aides doivent être liées à des engagements concrets en matière d'emploi, de formation et de développement territorial.
- Elle a évoqué le déficit de compétences dans les filières industrielles de la transition, et a appelé à un plan d'ampleur pour anticiper les reconversions.

Enfin, elle a averti sur le fait que la fracture sociale nourrissait la défiance politique, que certains partis d'extrême droite prenaient plaisir à exploiter. Pour éviter cela, il est nécessaire, selon elle, de donner de la visibilité et de l'espoir aux salariés, en particulier dans les territoires qui se sentent délaissés.

Conclusion de la première table ronde

Cette table ronde a permis de montrer que la transition énergétique, si elle est bien pilotée, peut être un moteur de souveraineté, de résilience économique et d'innovation sociale. Tous les intervenants ont insisté sur l'importance d'un cadre réglementaire stable, de l'investissement public, de la coopération européenne, mais aussi de l'équité dans la répartition des efforts. La transition ne pourra réussir sans confiance entre les acteurs : industriels, institutions, salariés et citoyens.

Table ronde 2 : Face au retour du protectionnisme et de la guerre commerciale, l'émergence d'une souveraineté européenne ?

La deuxième table ronde a réuni :

- **Mathieu PLANE**, Directeur adjoint au département analyse et prévision de l'OFCE ;
- **François RUFFIN**, Député de la 1ère circonscription de la Somme ;
- **Majdouline SBAÏ**, Députée européenne (Verts/ALE) et membre des commissions INTA et ENVI ;
- **Philippe WAHL**, Président-directeur général du groupe La Poste ;
- **Christophe PRÉAULT**, Rédacteur en chef, Toute l'Europe (modérateur).

Guerre commerciale et protectionnisme : quelles solutions ?

François Ruffin a souligné l'existence d'un « dumping démocratique et politique », en plus du dumping économique habituellement évoqué. Selon lui, il est illusoire de penser le présent sans prendre en compte les leçons du passé.

Prenant l'exemple de l'usine MetEx à Amiens, dernier fabricant de lysine en France, il a illustré les contradictions actuelles : bien que les coûts de production soient deux fois plus élevés qu'en Chine, la fabrication locale entraîne cinq fois moins de pollution. Cette situation met en lumière la surcapacité chinoise et pose une question stratégique : comment sauver ce type d'usine face à une concurrence déloyale ?

Pour Ruffin, la réponse passe par des mesures anti-dumping fermes à l'échelle de l'Union européenne. Sans protection commerciale, « nous sommes cuits », affirme-t-il. Il insiste sur le fait que la menace économique ne vient pas seulement de l'Ouest (États-Unis), mais également, et de plus en plus, de l'Est (Chine).

Enfin, il propose que l'Union européenne identifie une centaine de produits jugés stratégiques pour la souveraineté économique (les médicaments, la défense etc.). Il appelle à la mise en place d'une véritable politique de protection, fondée sur la régulation plutôt que sur le repli.

Majdouline Sbaï a ensuite souligné un paradoxe rarement mis en avant : malgré le discours dominant sur l'automobile, l'industrie textile emploie encore aujourd'hui davantage de personnes que celle-ci. Ce constat constitue l'un des points de départ de son engagement pour une réindustrialisation plus inclusive et durable.

Elle a mis en garde contre le frein politique à cette réindustrialisation, notamment face à l'expansion du e-commerce, qu'elle considère comme un véritable problème en matière d'impact économique, social et environnemental.

Abordant la politique commerciale européenne, elle a structuré son intervention en trois points :

- Repenser les objectifs de la politique commerciale : Selon elle, l'ambition première ne doit pas être l'accaparement ou la prédation, mais la coopération équitable entre partenaires. C'est dans cet esprit qu'elle a lancé une initiative d'audit de tous les accords de partenariat avec les pays tiers. Elle juge cet audit fondamental pour évaluer l'efficacité et la légitimité de ces accords.
- Réformer les critères d'évaluation des politiques commerciales : Elle a critiqué une vision macroéconomique trop globale, citant l'excédent commercial de 27 milliards d'euros comme un indicateur insuffisant. Elle appelle à des évaluations plus fines, filière par filière, pour mieux comprendre les impacts sectoriels. À titre d'exemple, elle a évoqué les études d'impact du traité Mercosur, révélant que de nombreuses viandes importées seraient potentiellement cancérigènes, posant un problème sanitaire majeur. Cette évaluation devrait également s'intégrer aux objectifs du Green Deal européen.
- Renforcer la résilience du marché intérieur européen : Elle alerte enfin sur la grande vulnérabilité de l'Union européenne face aux fluctuations du commerce international. À chaque secousse du marché mondial, l'UE se trouve tétanisée, faute de leviers de réaction. Il est donc essentiel, selon elle, de renforcer la solidité du marché intérieur pour limiter cette dépendance externe et inciter les citoyens à consommer européen.

Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste, a rappelé que l'entreprise dispose de six siècles d'histoire et emploie aujourd'hui 240 000 collaborateurs. Il a souligné que La Poste a traversé des transformations majeures, notamment sous l'effet de la dématérialisation : elle traite désormais environ 5 milliards de lettres par an, contre près de 18 milliards deux décennies plus tôt.

Dans le contexte de la mondialisation, La Poste a dû faire face à la concurrence féroce des géants du numérique (les GAFAM), puis plus récemment des acteurs chinois. Malgré cela, elle a su résister aux chocs en misant sur la compétitivité.

Philippe Wahl a ensuite élargi son propos à une réflexion plus globale : dans le monde « post-trumpien », de nouveaux enjeux géopolitiques et économiques émergent, notamment autour de la question de la souveraineté européenne. Selon lui, il faut comprendre que la nation et l'espace européen sont aujourd'hui aussi des catégories économiques. Dans cette perspective, La Poste ambitionne d'entrer dans son 7^e siècle d'existence en position de force, mais cela ne pourra se faire sans le soutien de l'État et de la Caisse des Dépôts.

Il a salué l'évolution de la Commission européenne depuis 2014. À l'époque, celle-ci considérait La Poste comme un vieux monopole à réformer sous l'effet de la concurrence. Aujourd'hui, grâce à des instruments tels que les règlements DMA (Digital Markets Act) et DSA (Digital Services Act), l'Union européenne montre qu'elle est capable de concevoir des outils politiques de régulation efficaces face aux pratiques prédatrices sur les marchés numériques.

Il a également alerté sur les flux commerciaux chinois, qui sont désormais souvent détournés des États-Unis pour pénétrer le marché européen, ce qui pose un enjeu stratégique majeur, qui ira sans doute en s'accroissant.

En conclusion, Philippe Wahl a appelé à une coopération renforcée entre les États membres pour favoriser le développement d'activités productives et d'emplois sur le sol européen, ainsi que pour maintenir en Europe les centres de décision économique. Il a souligné que les responsables politiques doivent assumer leur part de responsabilité dans la protection de la souveraineté économique du continent.

Mathieu Plane est revenu sur la succession inédite de crises économiques et géopolitiques qui ont marqué les deux dernières décennies : crise financière de 2008, crise de la zone euro, puis une série de chocs majeurs - crise sanitaire du COVID-19, guerre en Ukraine, crise énergétique - jusqu'au nouveau mandat de Donald Trump.

Il a souligné que Donald Trump perçoit l'Europe comme une entité qui abuse des États-Unis, alimentant ainsi un climat de défiance et de repli sur soi. Face à cette tendance protectionniste américaine, l'Union européenne ne peut se permettre de rester passive. Il devient crucial que l'Europe développe sa propre stratégie économique et commerciale, cohérente et souveraine.

Selon lui, la France est actuellement engluée dans ses déficits publics, ce qui l'empêche de mettre en œuvre seule une politique protectionniste efficace, les frontières économiques étant désormais à l'échelle de l'Union. Une réponse strictement nationale serait donc illusoire.

Il a également évoqué un tournant politique en Allemagne avec le chancelier Friedrich Merz, qui rompt avec l'orthodoxie budgétaire de ses prédécesseurs, notamment en réaction aux tensions géopolitiques provoquées par le président américain.

Enfin, Mathieu Plane a souligné une incohérence macroéconomique européenne : l'Union accumule des excédents commerciaux importants, mais souffre d'un manque criant d'investissements productifs. « Nous épargnons beaucoup, mais nous investissons trop peu », a-t-il résumé, pointant ainsi la nécessité de réorienter l'épargne vers l'investissement stratégique, pour garantir la résilience économique du continent.

Politique industrielle, secteurs stratégiques et souveraineté

François Ruffin est revenu sur la question cruciale des investissements industriels et de l'allocation du capital, dans un contexte de fragilité des chaînes de valeur stratégique. Il a pris pour exemple la crise du COVID-19, qui a mis en lumière la dépendance de la France dans des secteurs clés comme la santé et l'alimentation. Il a rappelé que le Président Emmanuel Macron avait alors déclaré que la France ne devait plus déléguer la production de biens essentiels à d'autres pays, comme celle des masques pour laquelle d'importants investissements ont été opérés. Mais lors de cette crise, le député fut alerté par des industriels du secteur français. Il a rencontré le président d'un syndicat de fabricants de masques et visité son usine. Le constat fut sans appel : 99,9 % des masques consommés en France étaient d'origine chinoise, et 99,3 % des commandes publiques en la matière se tournaient également vers l'importation. La plupart des sites français de production de masques, pour lesquels des dizaines de millions de subvention ont été dépensés, ont donc fermé dans la foulée. Pour l'écu, il est inconcevable d'avoir une politique industrielle sans politique commerciale liée.

À partir de ce cas concret, François Ruffin a défendu une politique industrielle basée sur la régulation plutôt que sur la fermeture des frontières : « Nous sommes régulationnistes, pas protectionnistes au sens strict », a-t-il affirmé. Selon lui, le libre-échange généralisé constitue une forme de dystopie économique, en particulier lorsqu'il s'applique sans discernement à des secteurs stratégiques.

Il a vivement critiqué les projets de nouveaux accords de libre-échange initiés par la Commission européenne avec des pays comme le Vietnam, les qualifiant de « mortifères ». Ne pas prendre conscience de cette logique et de ses conséquences serait, selon lui, une grave erreur politique.

Il a conclu en évoquant le « Clean Industrial Deal », Pacte européen pour une industrie propre, qu'il appelle de ses vœux, soulignant l'urgence d'une réorientation politique vers la souveraineté industrielle et écologique de l'Europe.

Philippe Wahl a évoqué l'impact paradoxalement salubre de la politique de Donald Trump sur l'Europe. Selon lui, le président américain a rendu un « service historique » en brisant les codes établis, ce qui oblige les Européens à repenser en profondeur leurs modes d'action économiques et stratégiques.

Il a salué cette forme de « secousse politique », estimant qu'elle constitue une opportunité historique pour repenser la souveraineté économique européenne. En réponse, des propositions comme celle de François Ruffin, en faveur d'un protectionnisme encadré, méritent d'être sérieusement considérées. P. Wahl estime que la logistique européenne peut et doit suivre cette même voie de redéfinition stratégique.

Il a affirmé que La Poste était prête à s'engager dans ce combat pour la souveraineté économique, mais a souligné que l'initiative publique doit précéder l'action privée. Ce sont aux décideurs publics de créer un cadre clair et prévisible, à travers des règles de régulation ambitieuses.

Il a salué à ce titre l'action de Thierry Breton, ancien Commissaire européen, qui a selon lui instauré pour la première fois des règles concrètes de régulation économique. Mais il a aussi insisté sur une réalité incontournable : la performance d'une entreprise repose avant tout sur sa compétitivité. En d'autres termes, pour survivre et prospérer dans l'environnement international actuel, une entreprise doit être meilleure que les autres.

Majdouline Sbaï a souligné que la prévisibilité constitue un enjeu central pour renforcer l'attractivité et la solidité de la politique économique et industrielle européenne. Elle a rappelé que le retour sur investissement, notamment dans les secteurs stratégiques, n'est jamais garanti, et que cette incertitude peut freiner les initiatives, notamment privées.

Elle a mis en garde contre l'instabilité des règles environnementales, estimant que leur modification trop fréquente nuit à la confiance des acteurs économiques. Pour elle, la réactivité est indispensable, mais elle doit s'accompagner d'une capacité réelle à mettre en œuvre les décisions prises, à l'instar de l'utilisation de clauses de sauvegarde commerciales, trop rarement activées.

Enfin, Majdouline Sbaï a insisté sur la nécessité de réinventer le récit de la mondialisation. Elle a alerté sur le fait que le discours protectionniste est actuellement capté par l'extrême droite, ce qui fausse le débat. Elle appelle donc à élaborer un nouveau récit européen, progressiste et humaniste, du protectionnisme, qui soit compatible avec les valeurs démocratiques et les impératifs écologiques.

Règles équitables et régulation

Mathieu Plane a dressé un constat lucide de l'état actuel du commerce mondial, affirmant que la mondialisation, dans sa forme traditionnelle, a subi un véritable choc. Selon lui, le monde entre dans une nouvelle ère, caractérisée par la montée des accords commerciaux entre blocs régionaux ou pays « amis » partageant des règles communes, au détriment du libre-échange généralisé.

Il a souligné que le commerce international ne peut fonctionner durablement que si les acteurs partagent un socle de règles équitables. Dans ce contexte, la difficulté majeure réside dans l'absence d'un véritable « État stratège », notamment à l'échelle européenne. Il a posé la question centrale : *Comment construire un État stratège européen ?*

Il a évoqué l'exemple du plan France 2030, censé définir les priorités d'investissement stratégique, mais qui, selon lui, illustre aussi les limites actuelles des politiques industrielles isolées face aux dynamiques globales. Il a insisté sur la nécessité de répondre à la concurrence fiscale au sein même de l'Union européenne, rappelant que l'Irlande affiche aujourd'hui l'un des plus forts excédents commerciaux, en partie grâce à son statut de hub fiscal pour les GAFAM et les multinationales de la santé. François Ruffin a abondé en dénonçant le dumping fiscal à l'intérieur de l'Union européenne, qu'il considère comme un frein au projet européen, et conclut en estimant que le dépassement dialectique des oppositions traditionnelles est aujourd'hui possible.

Mathieu Plane a conclu en appelant à une première étape concrète : amorcer une convergence fiscale au sein de l'Union européenne, condition *sine qua non* pour renforcer l'autonomie stratégique du continent.

Philippe Wahl a lui mis en avant les immenses opportunités d'investissement liées à la transition écologique. Il a insisté sur le fait que les normes environnementales ne doivent pas être perçues comme des contraintes, mais au contraire comme des leviers de compétitivité et d'innovation. Selon lui, développer des industries de décarbonation représente l'avenir, à la fois pour répondre aux exigences climatiques et pour anticiper les évolutions économiques, notamment la hausse probable du prix du carbone : « *Le jour où le prix du carbone explose, l'entreprise qui n'a pas anticipé disparaît* ». Il a rappelé que La Banque Postale a été la première à sortir du financement des énergies fossiles, affirmant ainsi un engagement clair en faveur d'une économie durable. Pour lui, il existe un fort potentiel d'investissement dans la compétitivité verte, et les entreprises doivent s'y préparer dès aujourd'hui.

Concernant le règlement OMNIBUS, il salue la simplification des normes pour les petites structures, mais souligne que les grandes entreprises ont un rôle exemplaire à jouer : elles doivent montrer la voie en matière de conformité et d'ambition environnementale.

Enfin, Philippe Wahl a évoqué la nécessité d'une régulation efficace face aux puissances économiques étrangères, notamment en soulignant que la régulation fonctionne, et qu'elle est compatible avec une économie de marché : « *L'économie de marché a besoin de règles pour fonctionner efficacement* ».

François Ruffin a posé une autre question centrale : *quelle est aujourd'hui la place du marché, et comment peut-on l'encadrer ou le réguler ?* Il prend l'exemple du secteur de la santé et du médicament, où cette interrogation prend une dimension cruciale. Selon lui, la gauche doit se repositionner clairement sur cette question, en repensant ses leviers d'action sur des sujets majeurs comme le logement ou encore la politique industrielle.

Il évoque également la question de la défense, notant que le secteur de l'armement a toujours été exclu des règles du libre-échange, preuve que certaines industries peuvent - et doivent - être traitées à part dans une logique de souveraineté.

Il plaide pour l'identification d'une centaine de produits stratégiques essentiels à notre souveraineté nationale, une idée qui, selon lui, était encore minoritaire il y a quelques années, mais qui trouve aujourd'hui un écho croissant dans le monde patronal : la Fédération France Chimie, ArcelorMittal ou encore le patron de Renault appellent désormais à plus de protection.

François Ruffin revient aussi sur son engagement passé : « *Il y a 20 ans, j'étais un partisan du non au référendum européen, en m'opposant à la libre circulation des capitaux* ». Il constate que des zones de flou se sont installées dans le débat européen, à gauche comme à droite, ouvrant un espace de discussion réel sur la redéfinition des règles communes.

Nouvelle stratégie et nouveau narratif

Pour conclure son propos, Majdouline Sbaï a fait référence à un article récent de Benoît Bréville paru dans *Le Monde diplomatique*, qui explore les contours possibles d'un nouveau récit de la mondialisation.

Elle a souligné que l'enjeu est de ne pas laisser le protectionnisme aux mains de l'extrême droite. Selon elle, il est impératif de proposer une alternative progressiste et européenne, capable de réconcilier régulation économique, justice sociale et transition écologique.

Elle a également mis en garde contre une tentation croissante, sous l'effet de la peur, de se précipiter dans de nouveaux accords commerciaux, notamment face à l'évolution inquiétante des politiques aux États-Unis. Ce climat d'incertitude pousse certains à chercher des solutions rapides, au risque de reproduire les erreurs du passé.

Mathieu Plane a affirmé que la solution est fondamentalement politique. Il a souligné que nous connaissions déjà les secteurs clés nécessitant un financement massif, mais que l'enjeu était de savoir comment mobiliser les moyens.

Il a évoqué l'idée d'un Inflation Reduction Act à l'européenne, en référence sur le plan américain, comme modèle potentiel pour l'Europe. Il a critiqué le fait que la grande politique industrielle actuelle en France se résume principalement à une réduction du coût du travail. Or, près de 80 milliards d'euros d'exonérations fiscales sont distribués, mais seulement 13 % de ces aides bénéficient à l'industrie, qui représente pourtant 70 % des exportations françaises.

Il a appelé l'Europe à changer de stratégie, en mettant l'accent sur :

- La dynamisation de la demande intérieure ;
- L'augmentation des salaires ;
- Le renforcement du rôle stratégique de l'euro, y compris dans un contexte de dettes publiques massives.

Conclusion de la deuxième table ronde

Face au retour du protectionnisme et à la multiplication des tensions commerciales, cette deuxième table ronde a mis en lumière un large consensus : l'Union européenne ne peut plus se contenter de subir les règles d'un commerce mondial en mutation. Entre la critique du libre-échange généralisé, les appels à une régulation stratégique et la défense d'une souveraineté économique ancrée dans les valeurs européennes, les intervenants ont plaidé pour une réorientation profonde des politiques commerciales et industrielles.

Tous ont souligné la nécessité d'un cadre européen clair, stable et ambitieux, capable de protéger les filières stratégiques, de stimuler l'investissement productif et d'accompagner la transition écologique. Cette souveraineté nouvelle ne doit pas être synonyme de repli, mais de responsabilité : elle suppose une politique de régulation équitable, une coopération renforcée entre États membres, et un récit renouvelé de la mondialisation, à la fois démocratique, social et durable.

Table ronde 3 : Comment assurer la sécurité collective des Européens demain ?

La troisième table ronde a réuni :

- **Florence Parly**, Ancienne ministre des Armées (2017-2022) ;
- **Bernard Cazeneuve**, Ancien Premier Ministre (2016-2017) ;
- **Hélène Conway-Mouret**, Sénatrice PS/Vice-présidente de la Commission des Affaires Étrangères et de la Défense du Sénat ;
- **Grégoire Chauvière Le Drian**, Chef du bureau du Groupe Banque européenne d'investissement (BEI) en France ;
- **Jean-Dominique Merchet**, Journaliste à l'Opinion (modérateur).

Introduction

Jean-Dominique Merchet a ouvert la table ronde en posant la question suivante : comment assurer la sécurité collective des Européens ? Il a précisé qu'il ne s'agissait pas uniquement d'un sujet relevant de l'Union européenne, mais qu'il concernait les Européens dans leur ensemble et l'Europe en tant que continent, au-delà des institutions.

Il a rappelé que la sécurité collective des Européens a été assurée d'abord par les nations européennes elles-mêmes, mais aussi, et surtout, par l'OTAN. Dans certains domaines, l'Union européenne a également joué un rôle, et ce rôle semble devenir de plus en plus important.

Jean-Dominique Merchet a ensuite dressé un constat préoccupant : l'Europe consacre 420 milliards d'euros à la défense, soit la moitié du budget américain et davantage que la Chine. Pourtant, elle peine à déployer 10 000 soldats dans le cadre d'une opération commune. Il a souligné le morcellement des armées nationales, l'inefficacité budgétaire et l'absence de synergies. Il a ensuite posé une question centrale : ne faut-il pas relancer l'idée d'une communauté européenne de la défense ? Il a estimé qu'il était temps de se poser ces questions à nouveau et de s'interroger sur la possibilité, la légitimité et la faisabilité de recréer une telle structure. Là où d'autres disposent d'une seule armée, l'Europe en compte trente-cinq, entraînant une déperdition considérable de moyens humains et financiers.

Enfin, il a par la suite soulevé la question de la dissuasion nucléaire, en insistant sur son caractère central dans la sécurité collective des Européens. Ce sujet a été évoqué de plus en plus fréquemment au niveau européen, il s'agit là, selon lui, d'un enjeu absolument essentiel.

L'autonomie stratégique, fondement d'une Europe crédible

Hélène Conway-Mouret a débuté son propos par une remarque : « quand on parle de défense on parle aussi d'une base industrielle et technologique de défense ». Elle y voit un besoin de produire nous-même et d'essayer de ne plus être dépendant des autres.

La Vice-présidente de la Commission des Affaires Étrangères et de la Défense du Sénat est ensuite revenue sur le mandat de Donald Trump : cette élection a été bouleversante et nous a poussé à nous poser des questions. Elle nous a fait, d'une certaine manière, prendre conscience que le rôle des Etats-Unis a un impact direct dans nos vies.

Cela peut être salutaire, a-t-elle continué, dans la mesure où jusqu'à présent nous avons eu un certain nombre de projets au niveau européen : abolition des frontières, l'espace Schengen, le programme d'échange Erasmus, la possibilité de travailler à l'étranger ou encore l'Euro.

L'intervenante s'est ensuite questionnée : aujourd'hui quel est le projet que nous proposons à la jeunesse ? Quel est le projet qui pourrait être éventuellement en mesure de nous faire rêver collectivement ?

Elle a par la suite estimé qu'il était possible d'apercevoir cette opportunité à travers la sécurité et la paix. Dans un monde aujourd'hui très bouleversé, chaotique où les conflits s'enchaînent et où nous avons accès de fait par le biais des médias et des réseaux sociaux à l'atrocité que peut être la guerre, nous devrions être en mesure de léguer aux générations futures cette paix dont nous bénéficions depuis plus de soixante-dix ans. « Nous ne pouvons pas avoir le reste si nous n'avons pas la paix », a-t-elle considéré.

Elle a également affirmé que l'autonomie stratégique européenne était aujourd'hui une nécessité absolue. Pour elle, il s'agit de pouvoir défendre les intérêts qui sont propres aux Européens. Elle a ensuite insisté sur l'idée d'un « pilier européen » au sein de l'architecture de défense occidentale, notamment au sein de l'OTAN. Selon elle, ce pilier n'est pas une structure parallèle, mais bien un renforcement politique et opérationnel de la voix européenne.

Hélène Conway-Mouret a rappelé l'existence d'outils institutionnels : la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), la coopération structurée permanente (CSP), ou encore le Fonds européen de défense. En réalité, il s'agit désormais de les activer pleinement pour qu'ils produisent des effets concrets.

Enfin, elle a insisté sur la crédibilité financière comme condition de la crédibilité militaire. Produire, équiper, entraîner : cela demande des moyens. Elle a appelé à une prise de conscience partagée entre citoyens et responsables politiques.

La Banque européenne d'investissement : un levier à mobiliser

Représentant de la Banque européenne d'investissement, Grégoire Chauvière Le Drian a apporté une perspective financière. Il a débuté son propos par un questionnement : comment financer notre ambition dans un contexte budgétaire très contraint ? Le sujet de la défense, de la souveraineté, de l'autonomie énergétique sont des éléments importants qui nécessitent d'être pris au sérieux.

Il y a derrière cela la manière dont on envisage la question du financement, de l'accompagnement et du soutien au-delà des subventions, de manière durable et soutenable sans que cela ne pèse sur les budgets nationaux.

Il a rappelé que la Banque, créée par le traité de Rome, n'utilise pas le budget des États membres : elle finance des politiques publiques en empruntant sur les marchés, avec la garantie collective des États. La BEI a vocation à répondre, au moins partiellement, à ces ambitions à échelle européenne.

La BEI constitue un acteur bancaire, une institution publique mais pour autant elle ne consomme pas d'élément budgétaire des États ou de la Commission européenne. Cela signifie qu'elle finance des politiques publiques, elle est un acteur public et ses décisions sont prises par la puissance publique, les différents représentants des différents États.

La BEI dispose d'un mécanisme européen efficient qui soutient d'une part des politiques publiques, industrielles et agricoles et d'autre part la cohésion des territoires, le financement à l'extérieur de l'Union européenne, l'union des marchés des capitaux et les enjeux de défense et sécurité.

En conclusion, Grégoire Chauvière Le Drian a appelé à mieux mobiliser ces leviers financiers européens, tout en veillant à ce que les décisions restent sous contrôle des États membres. Il a également évoqué une tension : le fait que les investisseurs privés acceptent d'acheter des obligations BEI pour des projets de défense, à condition qu'ils soient soutenus par les États.

Le retour brutal de la guerre sur le sol européen

Florence Parly a immédiatement posé le cadre : « soit l'Europe fait face, soit elle s'efface ». Les termes du débat sont, selon elle, assez simple et la question qui nous est dès maintenant posée est une question de vitesse.

L'ancienne ministre des Armées a souligné un basculement : l'Europe, longtemps installée dans la paix, doit désormais affronter un retour de la guerre sur son propre territoire, avec la guerre en Ukraine et une instabilité croissante.

Ce basculement dans la violence s'est manifesté par des attaques mortelles sur le territoire européen longtemps considéré comme imprenable. Aujourd'hui la guerre est de retour depuis maintenant trois ans. Si nous ne sommes pas capables de comprendre que la question de la vitesse est absolument déterminante, elle explique que nous prenons le risque de nous effacer très rapidement.

Elle a, par la suite, relevé une prise de conscience des Européens face à ces enjeux. Ce réveil n'est pas terminé et aurait dû avoir lieu déjà depuis un certain temps.

« C'est une position très française et étiquetée comme telle vis à vis des autres Européen. »

La position de la France a été très constante, dans la mesure où elle n'a jamais voulu remettre en cause la question de la souveraineté, parce qu'il est important de rappeler que les questions de défense restent de la compétence des États membres.

Elle a ensuite défendu la continuité stratégique de la France : la souveraineté est une compétence étatique et la France a toujours défendu l'idée d'une autonomie stratégique, notamment à travers sa force de dissuasion nucléaire. Cette constance est, selon elle, une richesse à partager au niveau européen.

Elle déplore que les termes « autonomie stratégique », « culture stratégique commune » et « initiative européenne d'intervention » aient été mal compris entre 2017 et 2022. Pour elle, il ne s'agit pas d'un repli nationaliste, mais au contraire d'un projet de responsabilité collective. Certains sont allés jusqu'à remettre en cause le principe même d'une Europe de la défense.

Florence Parly a appelé à accélérer les efforts, notamment en matière d'équipement, de coordination et de préparation des esprits. Il s'agit d'un « chantier de longue haleine », mais incontournable pour défendre les intérêts de sécurité européens.

Elle a par la suite relevé le fait que les Européens n'aient pas encore fait le deuil de l'assurance vie que procurait jusqu'à présent le parapluie sécuritaire américain. Il est nécessaire de soutenir que cette logique n'est pas attentatoire à qui que ce soit et que l'Europe a ses propres intérêts et doit se donner les moyens de les défendre. Florence Parly a soutenu que cela prendrait, beaucoup de temps, qu'il s'agissait d'efforts répétés, constants qu'il allait nous falloir déployer pour conquérir davantage de souveraineté et d'autonomie.

Redéfinir l'alliance transatlantique et construire une Europe stratégique

Bernard Cazeneuve a tout d'abord affirmé que nous étions dans une situation géopolitique très différente de celle qui a prévalu depuis la fin de la seconde guerre mondiale parce que nous assistons, pas simplement depuis le gouvernement de Donald Trump, mais depuis plusieurs années à un effacement et désormais un bouleversement de l'ordre géopolitique international sur lequel s'était construit l'ordre mondial.

Lorsque Barack Obama indiqua que le nouvel horizon géopolitique pour les États-Unis n'était plus l'Europe mais le Pacifique, il a finalement prédit ce que nous voyons se traduire aujourd'hui de façon précipitée et désordonnée : c'est-à-dire un effacement des États-Unis vis à vis des enjeux stratégiques et de sécurité européens. A cela s'ajoute un mépris absolu pour les règles du droit international par Donald Trump.

L'ancien Premier ministre a ensuite expliqué que ce désengagement des États-Unis du théâtre européen et leur éloignement de l'alliance avec les Européens devait nous conduire à considérer lucidement que les Américains, qui ne sont pas nos adversaires et qui ne le seront vraisemblablement jamais, ne sont plus nos alliés. Cela nous oblige à concevoir notre propre sécurité de façon différente en essayant de la concevoir à partir de nos propres ressources et par nous-même.

Les Européens doivent être en mesure de compter sur eux-mêmes. Ce bouleversement des alliances a une signification non seulement symbolique mais elle renvoie également à ce que l'Europe représente fondamentalement comme continent, compte tenu de ce qu'a été son histoire. Cela interroge le lien transatlantique de façon extrêmement profonde.

Pour Bernard Cazeneuve, si l'Europe souhaite atteindre l'objectif d'une gestion autonome de sa sécurité, il est nécessaire d'approfondir sur un certain nombre d'éléments qu'il a ensuite pris le temps d'énoncer.

Premièrement, il est nécessaire de clarifier ce que nous entendons par « Europe de la défense ». Selon lui, les Présidents de la République successifs ont eu tendance à expliquer qu'il faut faire l'Europe de la défense comme un espace autonome de l'OTAN. Cela a eu pour conséquence d'éloigner de la perspective de l'Europe de la défense tous les pays qui, en Europe, ne perçoivent pas l'Europe de la défense autrement qu'à travers le lien transatlantique.

D'une certaine façon, a-t-il expliqué, considérer la création d'une Europe de la défense en dehors de l'OTAN était une excellente manière de la rendre impossible. Il faut nécessairement changer de paradigme, parce que mise à part la France et le Royaume-Uni, qui présentent une particulière assise internationale, aucun autre État de l'Union européenne ne peut raisonner de la sorte.

Il a ensuite déploré le fait que nous avons d'une certaine manière paralysé tous les autres États, avec cette conception de l'Europe et il est urgent d'en sortir et d'expliquer clairement qu'il n'y a pas d'Europe possible qui soit un pilier de sécurité et de défense sans l'alliance transatlantique.

Cela peut paraître paradoxal de dire cela au moment où les États-Unis s'éloignent de l'Europe mais la meilleure manière de rendre les États-Unis responsables de ce qu'ils font, est de maintenir la porte ouverte si la situation devait évoluer.

Deuxièmement, si nous voulons atteindre l'objectif, il faut un effort de défense nécessaire. Pour les Français, cela est plus difficile que pour les Allemands parce que, quand on a 6,1% de déficit budgétaire et 3 300 milliards d'euros de dettes, c'est plus difficile de faire des investissements dans la défense. Il faut des efforts budgétaires pour dégager les moyens budgétaires sur le plan national.

Le troisième élément fait référence au rapport Draghi. Il faut 800 milliards d'euros d'effort pour financer les investissements dans la défense. Cela ne peut se faire par le seul effort des États, malgré le discours que tient Ursula Von Der Leyen. En réalité, poursuit Bernard Cazeneuve, il n'y a pas de solution sur s'il n'y a pas de mutualisation de la dette européenne.

Le quatrième élément est le fait d'accepter le principe de la concentration des industries de défense. Si l'on veut exporter avec les industriels de défense, ce qui inclut sous-marins et avions, il faut un processus de concentration industrielle.

Enfin et surtout, insiste l'ancien Premier ministre, il faut clarifier le rôle des institutions dans les institutions : la Commission européenne considère qu'elle a un rôle à jouer en matière de politique de défense, mais il n'existe en réalité aucun texte octroyant compétence à la Commission. Les compétences en matière de défense sont conférées aux États.

Bernard Cazeneuve s'est ensuite déclaré résolument opposé à cette perspective : les questions de défense doivent être inter-étatique et traitées par le Conseil. La Commission doit rester dans son rôle, c'est-à-dire l'établissement de règles dans le marché intérieur favorisant le renforcement de l'industrie de défense et des atouts du marché intérieur en la matière dont l'innovation technologique, la protection du marché et ainsi de suite.

En ce qui concerne la dissuasion nucléaire, Bernard Cazeneuve s'est montré réservé à son extension à l'Union européenne à travers la définition des « intérêts vitaux ». Cela reviendrait à donner à l'adversaire des informations confidentielles. Il en va de même si nous décidions que le déclenchement de la dissuasion pourrait être entre d'autres mains que celles du Président de la République. Alors, nous entrerions dans une période hasardeuse de nature à favoriser grandement le positionnement de nos adversaires par rapport à nous même.

Celui qui pourrait frapper la France doit être dissuadé de le faire en raison des dommages extrêmes que celle-ci occasionnerait sur son sol sans qu'il ne connaisse exactement la nature des dommages. La seule information dont l'adversaire dispose est celle de la détention par la France de l'arme nucléaire. Son déclenchement, quant à lui, repose sur la seule volonté du Président de la République qui déclenche cette arme en raison de la mise en cause des intérêts vitaux de la nation, eux-mêmes jamais précisément défini.

Si le gouvernement décide que la dissuasion, dont nous sommes seuls détenteurs, devait inclure dans nos intérêts vitaux la sécurité de l'Europe, alors il serait préférable d'éviter de traiter de ces questions de façon publique, théâtrale et politique parce qu'à ce moment-là nous ne maîtriserons plus aucun élément, a-t-il poursuivi.

Si nous ne sommes pas en situations de faire tout cela très vite et simultanément, alors la course contre la montre aura été perdue par nous au détriment des générations futures, pas seulement pour ce qui relève de la paix et de la sécurité mais aussi pour ce qui relève des principes démocratiques, des droits humains, de la possibilité de préserver la planète et de la préservation d'un modèle social.

Conclusion de la troisième table ronde

La table ronde conclut à un consensus clair sur la nécessité d'une autonomie stratégique européenne, mais aussi à une conscience des obstacles : politiques, financiers, culturels. La sécurité collective des Européens passe par une mobilisation de long terme, une mutualisation des moyens, et un changement profond de paradigme : l'Europe ne doit plus être une dépendance militaire, mais un acteur stratégique à part entière.

Conclusion des échanges par François Kalfon, député européen

François Kalfon a conclu la journée en abordant les enjeux politiques, avec un accent particulier sur les perspectives stratégiques.

Il a commencé par citer François Mitterrand : « *Je crois aux forces de l'esprit* », en saluant la diversité des voix réunies : de François Ruffin à Bernard Cazeneuve, en passant par Marylise Léon. Pour lui, cette pluralité illustre une gauche capable de penser ensemble, sans se renier, et de s'unir autour d'enjeux communs.

François Kalfon a insisté sur l'idée que la politique n'est pas seulement un enchaînement de « buzz médiatiques », mais un travail patient d'éducation populaire, de transmission d'idées, de débat démocratique. Il a également remercié les citoyennes et citoyens venus assister et participer à cet échange.

Il est ensuite revenu sur les grands défis évoqués : le conflit en Ukraine, la montée des autoritarismes, les pratiques commerciales de Donald Trump, ou encore l'influence croissante de figures comme Elon Musk. Face à cela, il estime qu'il est urgent d'assumer une souveraineté européenne pleine et entière.

Il a également alerté sur les fractures sociales françaises, notamment dans les quartiers populaires et les zones rurales, qui constitueraient un terreau pour l'extrême droite. Pour lui, une Europe forte doit commencer par reconstruire un contrat social solide et inclusif.

François Kalfon a affirmé que l'Europe ne peut plus être simplement un marché. Elle doit devenir une puissance politique, dotée d'une autonomie stratégique, d'une souveraineté industrielle et d'une gouvernance démocratique réformée.

Il rappelle que l'Europe a déjà démontré sa capacité à imposer des normes mondiales, notamment avec le RGPD, preuve que l'Europe peut défendre un modèle de régulation équilibré.

Enfin, il cite Marie-Arlette Carlotti : « *L'Europe, son avenir, vous l'avez chacun un peu entre vos mains.* » Une manière d'appeler chacun à la vigilance, à l'engagement, et à la construction collective d'une Europe qui protège, qui anticipe, et qui inspire.